

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/DSB/M/139

5 février 2003

(03-0761)

**Organe de règlement des différends
19 décembre 2002**

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION

tenue au Centre William Rappard
le 19 décembre 2002

Président: M. Carlos Pérez del Castillo (Uruguay)

<u>Sommaire:</u>	<u>Page</u>
1. Surveillance de la mise en œuvre des recommandations adoptées par l'ORD	2
a) États-Unis – Article 110 5) de la Loi sur le droit d'auteur: Rapport de situation des États-Unis (WT/DS160/18/Add.10)	2
b) États-Unis – Loi antidumping de 1916: Rapport de situation des États-Unis (WT/DS136/14/Add.10 - WT/DS162/17/Add.10).....	3
c) États-Unis – Article 211 de la Loi générale de 1998 portant ouverture de crédits: Rapport de situation des États-Unis (WT/DS176/11/Add.3).....	3
d) États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon: Rapport de situation des États-Unis (WT/DS184/15/Add.3)	5
2. États-Unis - Détermination finale en matière de droits compensateurs concernant certains bois d'œuvre résineux en provenance du Canada	5
a) Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada (WT/DS264/2).....	5
3. Communautés européennes - Conditions d'octroi de préférences tarifaires aux pays en développement.....	6
a) Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Inde (WT/DS246/4).....	6
4. États-Unis - Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne	8
a) Rapport de l'Organe d'appel (WT/DS213/AB/R et Corr.1) et Rapport du Groupe spécial (WT/DS213/R)	8
5. Procédures additionnelles pour les consultations entre le Président de l'ORD et les Membres de l'OMC en rapport avec les amendements des Procédures de travail pour l'examen en appel	10
a) Proposition du Président (WT/DSB/W/214)	10
6. Liste indicative de personnes ayant ou non des attaches avec des administrations nationales appelées à faire partie de groupes spéciaux - Désignations proposées (WT/DSB/W/215 et Corr.1).....	11
7. Amendements des procédures de travail pour l'examen en appel	11
a) Déclaration du Président	11

1. Surveillance de la mise en œuvre des recommandations adoptées par l'ORD

- a) États-Unis – Article 110 5) de la Loi sur le droit d'auteur: Rapport de situation des États-Unis
- b) États-Unis – Loi antidumping de 1916: Rapport de situation des États-Unis
- c) États-Unis – Article 211 de la Loi générale de 1998 portant ouverture de crédits: Rapport de situation des États-Unis
- d) États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon: Rapport de situation des États-Unis

1. Le Président a rappelé qu'aux termes de l'article 21:6 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (Mémoire d'accord sur le règlement des différends), "[à] moins que l'ORD n'en décide autrement, la question de la mise en œuvre des recommandations ou décisions sera inscrite à l'ordre du jour de la réunion de l'ORD après une période de six mois suivant la date à laquelle le délai raisonnable prévu au paragraphe 3 aura été fixée et restera inscrite à l'ordre du jour des réunions de l'ORD jusqu'à ce qu'elle soit résolue". Il a proposé d'examiner séparément les quatre questions susmentionnées.

- a) États-Unis – Article 110 5) de la Loi sur le droit d'auteur: Rapport de situation des États-Unis (WT/DS160/18/Add.10)

2. Le Président a appelé l'attention des participants sur le document WT/DS160/18/Add.10, qui reproduisait le rapport de situation des États-Unis sur la mise en œuvre des recommandations de l'ORD dans l'affaire relative à l'article 110 5) de la Loi des États-Unis sur le droit d'auteur.

3. La représentante des États-Unis a annoncé que, le 6 décembre 2002, son pays avait présenté un rapport de situation additionnel concernant ce différend, conformément à l'article 21:6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. Comme indiqué dans ce rapport, les États-Unis et les CE avaient recherché un règlement positif et mutuellement acceptable du différend. Les États-Unis s'employaient toujours à trouver un arrangement mutuellement acceptable qui soit compatible avec les règles de l'OMC. Les Membres savaient peut-être que le Congrès des États-Unis ne s'était pas réuni depuis la réunion de l'ORD du 28 novembre à laquelle les États-Unis avaient présenté le précédent rapport de situation. L'Administration américaine continuerait d'œuvrer sur ce point avec le Congrès lorsque ce dernier se réunirait à nouveau au début de l'année suivante.

4. Le représentant des Communautés européennes a indiqué que 28 mois s'étaient écoulés depuis l'adoption du rapport du Groupe spécial sur l'affaire Article 110 5) de la Loi des États-Unis sur le droit d'auteur. Tout en appréciant les efforts de l'Administration américaine, les CE étaient déçues par l'inaction des États-Unis à ce jour. Elles exhortaient de nouveau les États-Unis à prendre rapidement des mesures concrètes pour régler ce différend et se conformer aux recommandations de l'ORD. L'intervenant a réitéré la demande des CE visant à obtenir des renseignements plus détaillés sur les dispositions législatives que comptaient adopter les États-Unis pour mettre la Loi sur le droit d'auteur en conformité avec l'Accord sur les ADPIC.

5. Le représentant de l'Australie a déclaré qu'auparavant, son pays avait fait part sans discontinuer de l'intérêt commercial et systémique qu'il portait à cette question. Il renvoyait par conséquent les délégations aux déclarations faites précédemment par l'Australie à cet égard.

6. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa réunion ordinaire suivante.

b) États-Unis – Loi antidumping de 1916: Rapport de situation des États-Unis (WT/DS136/14/Add.10 - WT/DS162/17/Add.10)

7. Le Président a appelé l'attention des participants sur le document WT/DS136/14/Add.10 WT/DS162/17/Add.10 qui reproduisait le rapport de situation des États-Unis concernant la mise en œuvre des recommandations de l'ORD dans l'affaire relative à la Loi antidumping de 1916.

8. La représentante des États-Unis a dit que, le 6 décembre 2002, conformément à l'article 21:6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, son pays avait présenté un rapport de situation additionnel concernant ce différend. L'Administration américaine continuerait de travailler avec le Congrès des États-Unis lorsque ce dernier se réunirait au début de l'année suivante pour progresser encore sur la voie du règlement de ce différend avec les CE et le Japon.

9. Le représentant des Communautés européennes a estimé regrettable que les CE soient amenées à faire une énième déclaration sur cette question. Il a ensuite rappelé les points essentiels de la déclaration présentée par les CE à la précédente réunion ordinaire de l'ORD. Tout d'abord, une abrogation de la Loi de 1916 qui aurait des effets seulement sur les affaires futures ne pouvait pas être considérée comme une solution satisfaisante du différend et ne servirait qu'à le prolonger. Ensuite, les CE comptaient que le nouveau Congrès traiterait l'abrogation de la Loi de 1916 et l'extinction des affaires en cours comme une priorité première. Elles notaient l'engagement de l'Administration américaine concernant la poursuite de sa collaboration avec le Congrès lorsqu'il reprendrait ses travaux de manière à résoudre ce différend le plus rapidement possible. Elles espéraient que des mesures concrètes seraient mises en place.

10. La représentante du Japon a dit qu'à l'instar des CE, sa délégation déplorait elle aussi d'avoir à réitérer les mêmes déclarations concernant cette affaire. Le Japon regrettait profondément qu'une fois de plus, les projets de loi portant abrogation de la Loi de 1916 n'aient pas été adoptés par le Congrès à sa dernière session. Les préoccupations du Japon étaient justifiées et graves, puisque le fait que les États-Unis perpétuent la violation affectait la confiance dans le système de règlement des différends et causait un dommage réel aux compagnies japonaises concernées. Le Japon a rappelé que les États-Unis devaient mettre en œuvre le plus rapidement possible les recommandations et décisions de l'ORD, en abrogeant la loi incompatible avec les règles de l'OMC et en mettant fin à toute procédure engagée au titre de cette loi.

11. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa réunion ordinaire suivante.

c) États-Unis – Article 211 de la Loi générale de 1998 portant ouverture de crédits: Rapport de situation des États-Unis (WT/DS176/11/Add.3)

12. Le Président a appelé l'attention des participants sur le document WT/DS176/11/Add.3, qui reproduisait le rapport de situation des États-Unis sur la mise en œuvre des recommandations de l'ORD dans l'affaire relative à l'article 211 de la Loi générale des États-Unis de 1998 portant ouverture de crédits.

13. La représentante des États-Unis a annoncé que son pays avait présenté, le 6 décembre 2002, un rapport de situation concernant ce différend, conformément à l'article 21:6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. Comme indiqué précédemment, le nouveau Congrès se réunirait au début de l'année suivante. L'Administration américaine continuerait d'œuvrer avec le Congrès sur cette question lorsqu'il reprendrait ses travaux.

14. Le représentant des Communautés européennes a déclaré que les CE souhaitaient réaffirmer la position qu'elles avaient exprimée aux précédentes réunions ordinaires de l'ORD concernant le statut juridique des marques abandonnées au titre de l'article 211. Pour constater la compatibilité de l'article 211 avec l'Accord sur les ADPIC, le Groupe spécial s'était fondé sur la déclaration des États-Unis selon laquelle cette disposition ne s'appliquait pas dans les circonstances particulières où une marque avait été abandonnée licitement. Cependant, les tribunaux des États-Unis n'avaient pas interprété l'article 211 conformément à ces affirmations. Par conséquent, il convenait de préciser que l'article 211 ne s'appliquait pas à une nouvelle marque après qu'une marque antérieure – qui pouvait être visée par l'article 211 – avait été abandonnée. Compte tenu de l'échéance prochaine concernant le respect des engagements, les CE souhaitaient savoir ce que l'Administration américaine avait l'intention de faire. Elles restaient ouvertes à toute solution qui favoriserait le respect des engagements et elles espéraient qu'une solution satisfaisante serait trouvée.

15. La représentante de Cuba a fait savoir que sa délégation jugeait profondément regrettable le rapport de situation des États-Unis révélant qu'aucune mesure n'avait été prise pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD au sujet de l'article 211 de la Loi générale de 1998 portant ouverture de crédits. Elle a fait observer que le délai raisonnable prévu pour la mise en œuvre dans cette affaire expirerait dans les prochains jours. À la présente réunion, sa délégation souhaitait réaffirmer la déclaration faite par Cuba à la réunion de l'ORD du 1^{er} février 2002¹ et appeler l'attention sur certains points importants à cet égard. Elle a rappelé que l'article 211 avait été adopté suite à l'ouverture d'un procès intenté aux États-Unis concernant l'usurpation du droit d'utiliser la marque de rhum cubain "Havana Club" par un concurrent sur le marché international. Alors qu'au départ, la loi en vigueur aux États-Unis était favorable aux intérêts cubains, la pression considérable exercée par ce concurrent qui, bien qu'il soit établi aux Bahamas, avait la plupart de ses intérêts aux États-Unis, avait abouti à l'adoption de l'article 211 par le Congrès américain qui, par cette décision, favorisait ainsi les intérêts de la société. L'Organe d'appel qui avait examiné l'affaire avait constaté que cette disposition violait le principe du traitement national, car les restrictions qu'elle instituait n'étaient applicables qu'aux ayants cause de ressortissants cubains qui n'étaient pas ressortissants des États-Unis, et était par conséquent appliquée de façon discriminatoire aux titulaires cubains résidant à Cuba ou dans un pays autre que les États-Unis, alors qu'elle ne s'appliquait pas aux titulaires américains ou aux Cubains résidant aux États-Unis. De même, l'Organe d'appel avait constaté que l'article 211 violait le principe du traitement de la nation la plus favorisée en déterminant de manière discriminatoire que les ressortissants cubains étaient assujettis à cette disposition, alors que les ressortissants d'un pays autre que Cuba et ceux des États-Unis ne l'étaient pas. Cuba soutenait que l'article 211 de la Loi générale de 1998 portant ouverture de crédits devait être abrogé. L'Organe d'appel avait démontré l'incompatibilité de cette disposition avec les engagements contractés par les États-Unis dans le domaine de la propriété intellectuelle. L'intervenante a fait observer que les États-Unis avaient toujours attaché une importance particulière aux questions touchant à la propriété intellectuelle dont ils se présentaient comme d'ardents défenseurs, exigeant à maintes reprises le strict respect des règles énoncées dans l'Accord sur les ADPIC. Par conséquent, il fallait qu'ils se montrent tout aussi exigeants vis-à-vis d'eux-mêmes et qu'ils se conforment aux recommandations et décisions de l'ORD sur ce point. À cet égard, l'abrogation de la loi en cause constituerait la meilleure solution tant du point de vue juridique que de celui de l'éthique.

¹ WT/DSB/M/119.

16. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa réunion ordinaire suivante.

d) États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon: Rapport de situation des États-Unis (WT/DS184/15/Add.3)

17. Le Président a appelé l'attention des participants sur le document WT/DS184/15/Add.3, qui reproduisait le rapport de situation des États-Unis sur la mise en œuvre des recommandations de l'ORD dans l'affaire relative aux mesures antidumping appliquées par les États-Unis à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon.

18. La représentante des États-Unis a dit que, le 6 décembre 2002, conformément à l'article 21:6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, son pays avait présenté un rapport de situation concernant ce différend, dans lequel il annonçait avoir mis en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD relatives au calcul des marges de dumping dans l'enquête en matière de droits antidumping concernant des produits en acier laminés à chaud. Dans ce rapport de situation, les États-Unis faisaient également observer que, le 5 décembre 2002, l'ORD avait approuvé la prorogation du délai raisonnable applicable au présent différend jusqu'au 31 décembre 2003, ou jusqu'à la fin de la première session du nouveau Congrès, si celle-ci intervenait plus tôt. L'Administration américaine poursuivrait ses consultations et sa collaboration avec le Congrès en vue de résoudre le différend d'une manière mutuellement satisfaisante.

19. La représentante du Japon a rappelé qu'à la réunion de l'ORD du 5 décembre 2002, le délai raisonnable applicable en l'espèce pour la mise en œuvre avait été prolongé jusqu'au 31 décembre 2003 ou jusqu'à la fin de la première session du nouveau Congrès, si celle-ci intervenait plus tôt. Cette prorogation avait été accordée uniquement pour aider les États-Unis à se conformer au plus vite aux recommandations et décisions de l'ORD, non pour leur offrir un délai de grâce leur permettant de ne rien faire. Le Japon comptait que les États-Unis feraient tout leur possible pour assurer sans délai le respect des engagements, notamment en présentant et en faisant adopter par le Congrès américain la législation nécessaire dès l'ouverture de la 108^{ème} session, l'année suivante, tout en tenant des consultations étroites avec le Japon au sujet de l'état d'avancement et du contenu de la mise en œuvre. Il attendait avec impatience que les États-Unis aient pleinement mis en œuvre les recommandations et décisions au début de l'année suivante.

20. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa réunion ordinaire suivante.

2. États-Unis - Détermination finale en matière de droits compensateurs concernant certains bois d'œuvre résineux en provenance du Canada

a) Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada (WT/DS264/2)

21. Le Président a appelé l'attention des participants sur la communication du Canada reproduite dans le document WT/DS264/2.

22. Le représentant du Canada a déclaré qu'une fois de plus, son pays avait été contraint de déposer une plainte auprès de l'ORD concernant certains bois d'œuvre résineux. Il a rappelé que les précédentes plaintes visaient les droits compensateurs imposés par les États-Unis. La présente affaire portait sur les droits antidumping. Cependant, ces mesures avaient un point commun: toutes étaient en l'occurrence incompatibles avec les obligations découlant de l'OMC. La branche de production de bois d'œuvre résineux avait une importance vitale pour l'économie canadienne. Le Canada insisterait, tant auprès de l'ORD qu'auprès du Groupe spécial, pour que les États-Unis respectent leurs obligations contraignantes. Passant aux détails de la présente déclaration, il a rappelé que le 13 septembre 2002,

le Canada avait demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis au sujet de la détermination finale positive de l'existence de ventes à un prix inférieur à la juste valeur concernant certains bois d'œuvre résineux en provenance du Canada, annoncée le 21 mars 2002 par le Département du commerce. Des consultations s'étaient tenues le 11 octobre 2002. Malheureusement, ces consultations n'avaient pas permis de régler le différend. Le 6 décembre 2002, le Canada avait donc demandé qu'un groupe spécial soit établi à la présente réunion. Ainsi qu'il était indiqué dans cette demande, les mesures en cause étaient l'ouverture de l'enquête, la conduite de l'enquête, la détermination finale et l'ordonnance antidumping en résultant visant certains bois d'œuvre résineux en provenance du Canada. Le Canada estimait que ces mesures et, en particulier, les déterminations établies et les méthodes employées par le Département du commerce constituaient une violation de l'Accord antidumping et du GATT de 1994, entre autres pour les raisons suivantes: le Département du commerce n'avait pas établi de manière claire, définitive et correcte quels étaient les produits visés par l'enquête, et celle-ci avait été indûment ouverte et conduite concernant certains produits. La demande déposée par la branche de production nationale et l'ouverture ultérieure de l'enquête par le Département du commerce n'étaient pas conformes à l'article 5 de l'Accord antidumping. À ce propos, l'intervenant souhaitait évoquer la Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention connue sous le nom d'"Amendement Byrd". Le fait que les membres de la branche de production des États-Unis soient tenus de soutenir une demande pour pouvoir obtenir les versements prévus par cette loi avait empêché que le soutien à la demande exprimé par la branche de production nationale soit établi objectivement. En outre, le Département du commerce avait indûment appliqué plusieurs méthodes basées sur des comparaisons inappropriées et inéquitables entre le prix à l'exportation et la valeur normale, ce qui avait abouti à des marges de dumping artificielles et/ou gonflées. En conséquence, et conformément aux dispositions pertinentes du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, du GATT de 1994 et de l'Accord antidumping, le Canada demandait l'établissement d'un groupe spécial pour examiner ces questions.

23. La représentante des États-Unis a déclaré que son pays déplorait que le Canada ait choisi de demander l'établissement d'un groupe spécial. Sur le fond, les États-Unis estimaient que les allégations du Canada étaient dénuées de fondement. L'enquête antidumping en cause avait été dûment ouverte et menée, conformément aux règles de l'OMC applicables. Les États-Unis invitaient vivement le Canada à reconsidérer sa position. Pour cette raison, ils estimaient qu'il serait prématuré d'établir un groupe spécial à ce stade et n'étaient donc pas en mesure d'accepter l'établissement d'un groupe spécial à la présente réunion.

24. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question.

3. Communautés européennes - Conditions d'octroi de préférences tarifaires aux pays en développement

a) Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Inde (WT/DS246/4)

25. Le Président a appelé l'attention des participants sur la communication de l'Inde figurant dans le document WT/DS246/4.

26. Le représentant de l'Inde a expliqué que la décision d'engager le présent différend avait été particulièrement difficile pour son pays, étant donné que les pays en développement, y compris l'Inde, bénéficiaient du système de préférences tarifaires généralisées des CE (SGP). À première vue, il pouvait sembler que l'Inde cherchait à mettre en cause la légitimité d'un système dont les pays en développement pouvaient être les bénéficiaires. Il invitait donc les autres Membres à apprécier cette affaire sans s'arrêter à cette première impression. L'Inde tenait à assurer les pays en développement Membres qu'elle avait engagé ce différend avec la profonde conviction de servir les intérêts systémiques à long terme de nombre d'entre eux. Au cœur de l'affaire, il y avait l'obligation inconditionnelle d'accorder le traitement de la nation la plus favorisée (NPF) acceptée par tous les

Membres dans le cadre du GATT de 1994, qui constituait la pierre de touche du système commercial multilatéral fondé sur des règles. L'intervenant soulignait le terme "inconditionnelle". Selon l'Inde, il signifiait que les Membres avaient établi un système commercial multilatéral fondé sur des règles, qui préserve leur souveraineté et leur permette d'adopter et de mettre en œuvre des politiques répondant aux besoins uniques des parties qui les constituent, compte tenu de l'histoire et de la culture, également uniques, de chaque Membre. Le schéma SGP appliqué au titre de la Clause d'habilitation avait été conçu et instauré comme une exception à l'obligation NPF, mais seulement dans la mesure où il permettait une discrimination en faveur des pays en développement "pour faciliter et promouvoir le commerce des pays en voie de développement". En posant comme condition que tout schéma SGP soit "généralisé [...] sans réciprocité ni discrimination," la Clause d'habilitation ne faisait qu'explicitier le terme "inconditionnelle". Ainsi, l'imposition d'une condition préalable pour bénéficier d'un schéma SGP, en particulier une condition qui n'était pas liée à la facilitation et la promotion du commerce des pays en voie de développement en général, constituait une violation de l'obligation d'accorder le traitement NPF et de la Clause d'habilitation. Si cela était toléré, cela conduirait à l'érosion de la capacité souveraine de chaque pays en développement d'adopter et de mettre en œuvre des politiques répondant aux besoins uniques des parties qui les constituent. Bien plutôt, ces choix politiques seraient le fait de pays développés qui accordaient des préférences SGP sous certaines conditions. Des préférences commerciales sélectives risquaient de s'avérer dommageables pour le commerce d'autres pays en développement et c'était souvent ce qui se produisait.

27. L'intervenant a indiqué que l'Inde avait abordé ces questions dans un cadre bilatéral avec les CE et aussi lors de ses consultations au titre du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends. Son pays avait engagé des discussions avec les CE dans l'espoir que celles-ci manifesteraient quelque sensibilité vis-à-vis des retombées fâcheuses qu'avait pour l'Inde l'extension de concessions à certains pays au titre du régime SGP. L'Inde avait patiemment attendu pendant près de neuf mois qu'elles prennent en compte ses préoccupations. Malheureusement, la réponse obtenue n'avait pas répondu à ces préoccupations. Puisqu'il n'était pas possible de trouver une solution mutuellement satisfaisante, l'Inde n'avait d'autre choix que de demander l'établissement d'un groupe spécial. Elle espérait que les Membres apprécieraient ses contraintes et les raisons profondes qui l'avaient obligée, encore que ce fût avec la plus grande réticence, à prendre une telle mesure. Tout en demandant l'établissement d'un groupe spécial concernant le présent différend, elle espérait néanmoins que, fût-ce à ce stade tardif, les CE prendraient des mesures concrètes pour garantir qu'il serait répondu à ses préoccupations légitimes.

28. Le représentant des Communautés européennes a déclaré que les CE tenaient à exprimer leur profond regret et leur profonde surprise devant la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Inde alors que les deux parties tenaient des consultations utiles et de bonne foi. Elles étaient aussi extrêmement déçues que l'Inde ait choisi d'ignorer que le schéma SGP des CE constituait un régime autonome accordé sur une base non réciproque, généralisée et non discriminatoire – un schéma, de surcroît, dont elle était bénéficiaire. Les CE étaient absolument convaincues de la compatibilité de leur schéma SGP avec les obligations découlant du GATT et de l'OMC, y compris les régimes spéciaux d'encouragement auxquels l'Inde faisait référence. Elles agissaient en parfaite conformité avec leurs engagements au titre du GATT et de l'OMC, y compris les prescriptions de la Clause d'habilitation. Elles engageaient vivement l'Inde à repenser à nouveau très attentivement sa démarche, laquelle risquait de contrarier les efforts déployés par les CE et d'autres Membres pour traiter au moyen du schéma SGP les besoins en matière de développement des pays en développement. Pour autant, si l'Inde voulait persister dans cette voie regrettable, les CE, qui s'opposaient à l'établissement d'un groupe spécial à la présente réunion, n'en défendraient pas moins vigoureusement leurs intérêts et ceux de tous les pays bénéficiaires du schéma SGP dans le cadre du système de règlement des différends de l'OMC.

29. Prenant la parole au nom des pays membres de la Communauté andine (Bolivie, Équateur, Pérou, Venezuela et Colombie), le représentant de la Colombie s'est déclaré préoccupé par la décision

de l'Inde de demander l'établissement d'un groupe spécial au sujet de l'incompatibilité alléguée par l'Inde du schéma de préférences tarifaires généralisées appliqué par les CE à un groupe de pays désignés dans le Règlement (CE) n° 2501/2001 du Conseil du 10 décembre 2001. Cette situation particulière avait été exposée aux hauts fonctionnaires indiens lors des réunions d'un certain nombre d'organes tant à Genève qu'au niveau des Ministres. L'intervenant relevait que l'Inde avait déclaré que ses préoccupations touchaient principalement au commerce et avaient été suscitées par l'extension récente du champ d'application du schéma. Il a répété que la question soulevée par l'Inde avait un caractère hautement politique. Dans cette optique, les pays susmentionnés invitaient vivement l'Inde à revenir sur les conséquences d'une demande sollicitant des organes décisionnels de l'OMC qu'ils statuent sur les préférences unilatérales accordées par les pays développés. Des discussions complexes sur ces questions avaient eu lieu au sein d'autres organes de l'OMC. Il faudrait prendre en considération l'absence de consensus à cet égard et l'énormité des conséquences économiques qu'aurait une décision sur cette question, en particulier dans les circonstances présentes. À ce propos, l'intervenant a fait observer qu'une campagne antidrogue représentait pour les économies des pays en question un coût très élevé impliquant des coûts supplémentaires liés à la détérioration de la sécurité et des institutions et, compte tenu du grand nombre de victimes de la violence résultant du trafic de drogues, le progrès des populations s'était vu compromis. L'accès préférentiel accordé par les CE ne faisait que faciliter les échanges, répondre aux besoins du commerce et du développement et se fondait sur le principe du partage de la responsabilité assumée par tous ceux qui avaient entrepris de combattre le fléau international que représentait le trafic de drogues. Au vu des considérations précédentes, les pays susmentionnés espéraient que l'occasion offerte par la décision qui serait prise à la présente réunion serait saisie, et que cela permettrait aux discussions bilatérales engagées entre l'Inde et les CE d'enregistrer des progrès importants qui rendraient inutile l'établissement d'un groupe spécial sur cette question. Enfin, ils tenaient à réaffirmer leur espoir que les accords issus du Sommet de Madrid visant à approfondir les relations commerciales à moyen terme seraient mis en œuvre prochainement.

30. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question.

4. États-Unis - Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne

a) Rapport de l'Organe d'appel (WT/DS213/AB/R et Corr.1) et Rapport du Groupe spécial (WT/DS213/R)

31. Le Président a appelé l'attention des participants sur la communication de l'Organe d'appel reproduite dans le document WT/DS213/8 transmettant le rapport de l'Organe d'appel "États-Unis - Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne", qui avait été distribuée sous couvert du document WT/DS213/AB/R et Corr.1, conformément à l'article 17:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. Il a tenu à rappeler aux délégations que, conformément à la Décision relative aux procédures de distribution et de mise en distribution générale des documents de l'OMC reproduite dans le document WT/L/452, le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial avaient fait l'objet d'une distribution générale. Comme les Membres le savaient, l'article 17:14 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends prescrivait ce qui suit: "Un rapport de l'Organe d'appel sera adopté par l'ORD et accepté sans condition par les parties au différend, à moins que l'ORD ne décide par consensus de ne pas adopter le rapport de l'Organe d'appel, dans les 30 jours suivant sa distribution aux Membres. Cette procédure d'adoption est sans préjudice du droit des Membres d'exprimer leurs vues sur un rapport de l'Organe d'appel."

32. La représentante des États-Unis a indiqué que son pays tenait tout d'abord à remercier les membres de l'Organe d'appel et de son Secrétariat, ainsi que les membres du Groupe spécial et du Secrétariat de l'OMC, du travail important qu'ils avaient fourni pour produire ces rapports. Si le

rapport de l'Organe d'appel présentait nombre d'aspects remarquables qui méritaient d'être mentionnés, à la présente réunion toutefois, sa délégation se bornerait à en citer quelques-uns. Le premier, et le plus important, était que le rapport de l'Organe d'appel réaffirmait que le règlement des différends de l'OMC avait pour objet de faire appliquer les obligations existantes et non d'en créer de nouvelles. Ce principe avait beau trouver son expression dans diverses parties de l'Accord sur l'OMC et du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, les CE avaient essayé de s'en écarter dans ce différend. Sa réaffirmation par l'Organe d'appel arrivait à point nommé. L'intervenante a fait observer que les Membres avaient entrepris la difficile tâche d'achever le Cycle de négociations de Doha. Les négociateurs et les rédacteurs du traité pourraient accomplir leur travail dans la confiance renouvelée que ce qu'ils rédigeaient ne serait pas réécrit des années après le fait dans le cadre des procédures de règlement des différends de l'OMC.

33. Un deuxième aspect important du rapport de l'Organe d'appel était qu'il réaffirmait l'importance du texte d'un traité en vertu des règles coutumières d'interprétation des traités. Sur la question *de minimis*, pour l'essentiel le Groupe spécial recourait en substance à un soi-disant "objet et but" pour forcer le texte de l'article 21.3 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, et c'est à juste titre que l'Organe d'appel avait infirmé ses constatations. L'analyse de l'Organe d'appel sur cette question comme sur d'autres constituait un modèle quant à la façon dont les règles coutumières d'interprétation des traités devaient être appliquées. Le dernier aspect significatif du rapport de l'Organe d'appel qui serait relevé à la présente réunion était qu'il clarifiait le fait que dans les situations où la partie plaignante contestait la compatibilité avec les règles de l'OMC de la législation d'un autre Membre "en tant que telle", il incombait à cette partie d'établir la preuve que ladite législation prescrivait des mesures incompatibles avec les règles de l'OMC ou empêchait des mesures compatibles avec ces dernières. Comme l'indiquait l'Organe d'appel au paragraphe 157 de son rapport, "la législation d'un Membre défendeur sera considérée comme étant compatible avec les règles de l'OMC jusqu'à preuve évidente du contraire". Certains rapports antérieurs restant vagues quant à la question de savoir à qui incombait la charge de la preuve au regard de la "doctrine de la législation impérative et de la législation dispositive", cet aspect du rapport apportait une clarification bienvenue. Les États-Unis étaient heureux de soutenir l'adoption du rapport de l'Organe d'appel et du rapport du Groupe spécial, modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

34. Le représentant des Communautés européennes a dit que, nonobstant l'issue positive de l'affaire spécifique en cause concernant des droits compensateurs en cause, les CE étaient déçues du résultat de l'examen effectué par l'Organe d'appel en l'espèce. En fait, les CE n'engageaient un réexamen à l'extinction que s'il y avait des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dommage et/ou d'un subventionnement. Pareillement, les mesures communautaires imposant des droits compensateurs ne pouvaient être poursuivies lorsque les subventions tombaient au-dessous du seuil *de minimis* de 1 pour cent. Les CE demeuraient convaincues que cette interprétation des dispositions de l'Accord SMC était requise par le contexte et le but de l'Accord. Malheureusement, l'Organe d'appel n'en avait pas jugé ainsi et avait suivi la ligne plus restrictive avancée par les États-Unis. De l'avis des CE cependant, cette ligne aurait pour effet de vider la clause d'extinction de l'Accord SMC de tout intérêt pratique. Pour autant, l'intervenant a tenu à faire remarquer que les CE n'étaient pas seules à émettre de graves réserves vis-à-vis de la législation et de la pratique des États-Unis en matière de réexamen à l'extinction. Le Japon et l'Argentine avaient récemment contesté ce type d'enquête, tant en matière de lutte contre le dumping qu'en matière de droits compensateurs. Leur action avait été soutenue expressément par plusieurs autres Membres pendant les consultations et la procédure de groupe spécial. L'issue d'une autre affaire en cours impliquant le Japon contribuerait à fournir une analyse juridique plus complète des obligations établies par l'OMC dans ce domaine. Compte tenu de ce qui précédait, la question de l'objet et du but de l'Accord SMC appliquée aux réexamens à l'extinction continuerait de susciter une vive inquiétude à l'OMC. En conclusion, l'intervenant a rappelé que, malgré leurs constatations concernant la législation des États-Unis, les rapports examinés à la présente réunion indiquaient que certains aspects du réexamen à l'extinction spécifiquement en cause étaient incompatibles avec les obligations découlant pour les États-Unis de

l'Accord SMC. En conséquence, les CE comptaient que les États-Unis mettraient en œuvre ces constatations sans délai en supprimant les droits sur l'acier au carbone en provenance d'Allemagne incompatibles avec l'OMC.

35. La représentante du Japon a dit que son pays avait participé en tant que tierce partie à ce différend. Certes, le Japon présumait que l'ORD adopterait les rapports de l'Organe d'appel et du Groupe spécial à la présente réunion par consensus négatif, mais il déplorait les constatations et les conclusions du rapport de l'Organe d'appel. Par exemple, les dispositions pertinentes de l'Accord SMC et de l'Accord antidumping disposaient que tout droit compensateur et tout droit antidumping devaient en principe être supprimés au bout de cinq, à moins qu'il n'en soit déterminé autrement dans le cadre d'un réexamen à l'extinction. L'existence d'"éléments de preuve suffisants" était requise pour justifier l'ouverture d'un réexamen à l'extinction, comme c'était le cas pour l'enquête originale. De l'avis du Japon et de nombreux autres Membres, l'engagement d'office d'un réexamen à l'extinction était incompatible avec les dispositions de l'Accord sur l'OMC. Le Japon était extrêmement déçu que l'Organe d'appel n'ait pas accepté son point de vue en l'espèce. Il participait actuellement à la procédure de groupe spécial en cours lancée contre les États-Unis dans une affaire similaire concernant l'Accord antidumping. Il profiterait pleinement de cette procédure pour faire accepter ses allégations et ses arguments par le Groupe spécial, de manière que ce dernier parvienne à des conclusions justes.

36. Le représentant de l'Argentine a indiqué que son pays reprenait à son compte les préoccupations exprimées par les CE et le Japon au sujet des constatations formulées en l'espèce.

37. Le représentant de la Corée a fait savoir que son pays était vivement préoccupé par la clause d'extinction figurant dans la législation des États-Unis en matière de lutte contre le dumping, en particulier l'ouverture automatique des réexamens à l'extinction. À cet égard, la Corée a souhaité formuler des réserves au sujet des conclusions de l'Organe d'appel et elle s'est fait l'écho des inquiétudes exprimées par les CE, le Japon et l'Argentine.

38. Le représentant du Chili a indiqué que, à l'instar des CE, du Japon, de l'Argentine et de la Corée, son pays s'inquiétait lui aussi de la façon dont les réexamens à l'extinction étaient menés aux États-Unis. Pour cette raison, il tenait à s'associer aux déclarations des CE, du Japon, de l'Argentine et de la Corée.

39. L'ORD a pris note des déclarations et a adopté le rapport de l'Organe d'appel reproduit dans les documents WT/DS213/AB/R et Corr.1, ainsi que le rapport du Groupe spécial reproduit dans les documents WT/DS213/R et Corr.1, modifiés par le rapport de l'Organe d'appel.

5. Procédures additionnelles pour les consultations entre le Président de l'ORD et les Membres de l'OMC en rapport avec les amendements des Procédures de travail pour l'examen en appel

a) Proposition du Président (WT/DSB/W/214)

40. Le Président a rappelé qu'à la réunion informelle de l'ORD du 10 octobre 2002, les délégations avaient exprimé le désir de voir mises en place certaines procédures convenues qui seraient suivies par le Président de l'ORD lorsque l'Organe d'appel engageait des consultations, conformément à l'article 17:9 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. À la suite de cette réunion et conformément au désir exprimé par les délégations, il avait préparé un projet de texte sur d'éventuelles procédures à cet égard. Il avait tenu un certain nombre de réunions informelles portant sur un texte possible et avait demandé des précisions quant à la nature des mesures que l'ORD devait prendre dès lors qu'un consensus sur le fond de la procédure allait être obtenu. Après ces consultations approfondies, il souhaitait, à la présente réunion, appeler l'attention des Membres sur la

proposition contenue dans le document WT/DSB/W/214 au sujet des procédures additionnelles pour les consultations entre le Président de l'ORD et les Membres de l'OMC en rapport avec les amendements des *Procédures de travail pour l'examen en appel*. Il croyait comprendre qu'aucune délégation n'avait fait objection à sa proposition, qui avait été transmise par télécopie aux Chefs de délégation le 29 novembre 2002 et dans laquelle il invitait les délégations à formuler des observations avant le 5 décembre 2002. Il avait donc décidé d'inscrire cette question à l'ordre du jour de la présente réunion en vue de prendre une décision à son propos. Il a ensuite proposé que l'ORD accepte la proposition sur les "Procédures additionnelles pour les consultations entre le Président de l'ORD et les Membres de l'OMC en rapport avec les amendements des *Procédures de travail pour l'examen en appel*", reproduite dans le document WT/DSB/W/214. Il a ajouté qu'après la décision qui serait prise à la présente réunion, le texte serait distribué sous la forme d'un document de l'ORD, de la même façon que d'autres décisions de l'ORD comme celles figurant dans les documents WT/DSB/1 et WT/DSB/6. Il croyait savoir que certaines délégations avaient jugé opportun que toutes les décisions pertinentes de l'ORD figurent dans un document unique. Il avait examiné cette question avec le Secrétariat, lequel s'était engagé à distribuer le texte de cette décision avec l'ensemble des décisions pertinentes de l'ORD sous la forme d'une compilation, comme cela se faisait dans d'autres organes de l'OMC. Par ailleurs, le texte de cette décision figurerait dans la prochaine édition de la publication de l'OMC intitulée: "The WTO Dispute Settlement Procedures: A Collection of the Relevant Legal Texts" ["Les procédures de règlement des différends à l'OMC: Recueil des textes juridiques pertinents"], qui paraîtrait prochainement.

41. L'ORD a pris note de la déclaration et a accepté la proposition du Président reproduite dans le document WT/DSB/W/214.²

6. Liste indicative de personnes ayant ou non des attaches avec des administrations nationales appelées à faire partie de groupes spéciaux - Désignations proposées (WT/DSB/W/215 et Corr.1)

42. Le Président a appelé l'attention des participants sur les documents WT/DSB/W/215 et Corr.1 qui contenaient des propositions supplémentaires de noms à ajouter à la liste indicative conformément à l'article 8:4 du Mémoire d'accord. Il a proposé que l'ORD approuve les noms figurant dans les documents WT/DSB/W/215 et Corr.1.

43. L'ORD en est ainsi convenu.

7. Amendements des Procédures de travail pour l'examen en appel

a) Déclaration du Président

44. Prenant la parole au titre des "Autres questions", le Président a appelé l'attention des Membres sur la communication de l'Organe d'appel reproduite dans le document WT/AB/WP/5 qui contenait des explications additionnelles au sujet des modifications apportées aux règles 1, 24 et 27 des *Procédures de travail pour l'examen en appel*. Il a fait observer que cette communication était disponible à l'extérieur de la salle. Dans ce texte, l'Organe d'appel exposait également des propositions de modifications additionnelles aux règles 1, 24 4) et 27, ainsi que des modifications consécutives additionnelles aux règles 16 1), 18 5), 19 et 28, et à l'Annexe 1. Comme indiqué dans la communication, l'Organe d'appel avait l'intention d'adopter les modifications proposées au début de l'année suivante, pour qu'elles prennent effet le 15 février 2003. Compte tenu de ce qui précédait, le Président a proposé que cette question soit inscrite à l'ordre du jour de la réunion ordinaire de l'ORD prévue le 27 janvier 2003 afin de permettre aux Membres d'exprimer leur avis sur les modifications proposées. Par ailleurs, conformément aux Procédures additionnelles pour les consultations entre le

² Distribué par la suite sous la cote WT/DSB/31.

Président de l'ORD et les Membres de l'OMC en rapport avec les amendements des *Procédures de travail pour l'examen en appel* qui avaient été adoptées au titre du point 5 de l'ordre du jour de la présente réunion, il transmettrait également une télécopie aux délégations en ce qui concerne cette question afin de leur ménager une opportunité de formuler par écrit des observations sur les modifications proposées d'ici la date de la réunion ordinaire suivante de l'ORD qui était prévue pour le 27 janvier 2003.

45. L'ORD a pris note de la déclaration.
